

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

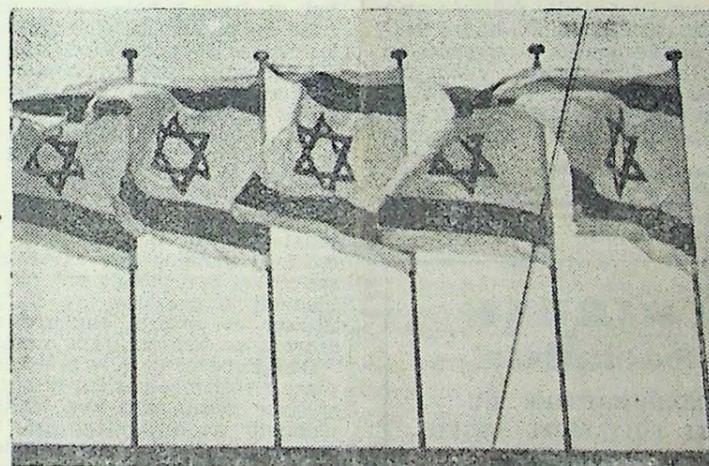
N° 204. — 18 Juillet 1964

## MUNICIPALES : Pour une entente de toute la gauche



(Photo Agip.)

(Page 3)



(Photo Agip.)

*Une interview*  
*de Lévi ESHKOL*

(Pages 4-5)

**Claude BOURDET : les conditions de l'unité**

(page 6)

# Le Congrès du S.N.I. sous le signe de la tradition

Le Congrès du Syndicat national des Instituteurs, qui s'est tenu à Lille, du 5 au 9 juillet, a été marqué par le traditionnel affrontement des trois tendances composant l'organisation : autonome majoritaire, ex-cégétiste, Ecole émancipée.

Si la seconde vota le rapport moral dans un souci d'unité — à l'exception de la section des Bouches-du-Rhône — la troisième se prononça contre en évoquant notamment « le danger d'intégration ». Selon les représentants de l'Ecole émancipée, les syndicats devraient, sous le régime gaul-

l'U.N.R., au M.R.P. mais aussi à Serge Mallet, aux hommes des clubs qui entourent Gaston Defferre et une fois de plus à la C.F.T.C. « qui poursuit des buts obscurs par l'abandon de son caractère confessionnel » (ce qui relève du procès d'intentions). Les communistes eux-mêmes se virent reprocher certaines avances aux catholiques.

Il est vrai que l'anticléricalisme, même s'il n'est pas le fait de tous les instituteurs, fait toujours recette aux congrès du S.N.I. Un bel exemple en a été fourni par un délégué de la

Ils s'opposèrent également à une proposition des ex-cégétistes — jugée peu réaliste — en faveur du déclenchement d'une action revendicative des enseignants pour une augmentation de 20 p. 100 du traitement moyen. Pour la majorité autonome, il faut se préoccuper avant tout d'un mouvement d'ensemble de la fonction publique.

La tendance Ecole émancipée condamne aussi les luttes catégorielles, mais elle va plus loin, préconisant « une action dure et longue » en vue de créer « un climat favorable à une



(Photo Agip.)

AU CONGRES: Des délégués ont déploré la dévalorisation du métier d'instituteur

liste, se retirer des organismes officiels où ils ne peuvent que « servir de caution aux décisions du pouvoir ».

Dans sa réponse, le secrétaire général Desvalois qualifia cette position de « nihiliste et stérile ». Il considéra comme dépassé le schéma « opposant un syndicalisme révolutionnaire à un syndicalisme réformiste ». Il souligna la nécessité pour « un syndicalisme moderne » d'être présent partout « pour faire connaître ses positions et pour pouvoir contester ». Selon le leader du S.N.I., « cela ne nuit en rien à son indépendance ».

Aux ex-cégétistes qui mettaient l'accent sur l'unanimité indispensable pour combattre le régime, André Desvalois répondit que les divergences ne devaient pas être cachées. « S'il n'y avait pas de tendances au sein de l'organisation, on aboutirait à un corporatisme sans aucune base doctrinale ».

Le secrétaire général s'en prit d'autre part aux « modernistes », qu'ils soient de droite... ou de gauche : à

Charente-Maritime qui s'indigna qu'un abbé ait pu écrire dans un journal laïque un article... contre la force de frappe.

Un rapport fut présenté au Congrès sur « le rôle de l'école primaire dans le cadre d'une véritable réforme de l'enseignement », rapport adopté à l'unanimité. Ce texte préconisait « une pédagogie d'adaptation tendant vers l'individualisation » et insistait sur la nécessité d'améliorer la formation et la situation matérielle des maîtres des écoles rurales.

Plusieurs délégués déplorèrent la dévalorisation du métier d'instituteur qui se traduit notamment par une fuite des maîtres les plus qualifiés vers les classes de perfectionnement et les C.E.G., ainsi que par le nombre de plus en plus faible de candidats aux écoles normales.

Un orateur de la tendance ex-cégétiste demanda qu'un effort soit entrepris sur le plan national en faveur des méthodes pédagogiques nouvelles nécessaires dans les classes de vingt-cinq élèves réclamées par le S.N.I. Il souligna que « les connaissances en psychologie ont considérablement progressé » : « Il faut les utiliser et donner aux maîtres les moyens de rénover leurs méthodes ».

D'où l'intérêt de « la promotion sur place » réclamée par les ex-cégétistes, système permettant aux instituteurs d'obtenir un traitement égal à celui des professeurs de collège d'enseignement général en échange d'un certificat d'aptitude professionnel délivré à la fin d'un stage de formation ou après l'acquisition d'un diplôme universitaire. Mais ce système visant à améliorer la formation et le recrutement des maîtres du primaire a été repoussé, au cours de la discussion générale, par les majoritaires qui se refusent à créer deux catégories d'instituteurs ayant un avancement différent.

gréve générale ». Par ailleurs, le Congrès repoussa un de ses textes demandant le retrait du Syndicat des organismes officiels : Conseil économique et social, commissions académiques de la carte scolaire, etc... A la suite de ce vote, ce furent ses deux représentants au bureau national qui démissionnèrent.

Finalement, trois motions s'affrontèrent en ce qui concerne l'orientation générale ; celle de la majorité recueillit 1.556 mandats contre 773 aux ex-cégétistes, 200 à l'Ecole émancipée et 53 abstentions.

Les débats du Congrès ont montré que, face à un régime hostile, les dirigeants du « plus grand syndicat de France » se replient sur des positions traditionnelles, au risque de se couper d'une partie de leurs mandants.

M. C...

## POUR LE SOUTIEN AUX ANTI-FRANQUISTES ESPAGNOLS

Une solidarité active envers les travailleurs espagnols en lutte doit se manifester sans retard. Le Comité international de soutien aux antifascistes ibériques (C.I.S.A.I.) vient de lancer une campagne de solidarité pour les mineurs des Asturies et les victimes de la répression franquiste.

Ce comité, auquel le P.S.U. apporte son soutien entier, diffuse des listes de souscription. Nos lecteurs peuvent s'en procurer en écrivant au C.I.S.A.I. 5, rue Aubriot, Paris (4<sup>e</sup>).

Envoyez vos souscriptions par virement au C.C.P. M. Lequenne, 14, av. Pasteur, Bagneux, 264-25 Paris.

**TRIBUNE Socialiste**

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39

Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	7,5 F
6 mois	15 F
1 an	28 F
Soutien	50 F
Changement d'adresse	0,50 F

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 15 au 21 juillet

**LES MONSTRES** de DINO RISI

**STUDIO 43** 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Permanent de 14 à 24 H.

Semaine du 15 au 21 juillet

**LA CHUTE D'UN CAID** avec Ray DANTON

Au même programme :

**CHANTONS SOUS LA PLUIE** de Gene KELLY.

## Maurice Thorez est mort

Maurice Thorez est mort. Avec lui disparaît le symbole d'une époque dépassée. S'il est incontestable que depuis 1930, Thorez fut le principal artisan du développement du P.C.F. et qu'il en fit par l'importance numérique le premier parti de gauche, il ne l'est pas moins que l'orientation qu'il donna à son parti exprima d'abord sa fidélité inconditionnelle à la politique du P.C. de l'U.R.S.S., avec Staline comme avec ses successeurs. Nous n'avons jamais caché pour notre part combien nous regrettons cette attitude constante, source de bien des excès et de bien des déviations.

C'est pourquoi, tout en respectant les sentiments qu'éprouvent actuellement des milliers de militants communistes, le Parti Socialiste Unifié souhaite que l'attitude qu'adoptera dans l'avenir le Parti Communiste facilite cette unité d'action démocratique et socialiste qui reste une des conditions des vraies victoires de la classe ouvrière en France et en Europe.

## LES VOYOUS ALGERIENS NOUS CHASSERONT-ILS DE NOTRE PISCINE, RUE EDOUARD PAILLÉRON ?

Ce tract a été distribué et affiché ces jours-ci dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris. On reconnaît le procédé — qui s'inscrit d'ailleurs dans le cadre de l'immonde campagne orchestrée depuis des semaines, sans aucune réaction des pouvoirs publics, par « Minute », feuille des nostalgiques de l'O.A.S.

La méthode est connue : prendre un certain nombre de faits divers, inventés ou artificiellement grossis, les généraliser et les faire supporter à toute une collectivité. C'est le hideux visage du racisme. En fait, il s'agit bien d'une opération politique : les dernières lignes du texte prouvent assez qu'en employant les arguments les plus vils un petit nombre de Français aspirent encore à une revanche.

Nous ne laisserons pas une telle maladie se répandre ; il faut combattre le racisme dès ses premières manifestations. Ensuite, il est trop tard.

### Voici le texte de ce tract :

Depuis la décision de la municipalité de Saint-Claude d'interdire sa piscine aux Algériens non vaccinés, une nouvelle menace pèse sur les enfants, les femmes et les jeunes filles dans nos piscines.

Car ce ne sont pas uniquement les Algériens malades qui sont dangereux. Il y a les autres, les obsédés sexuels, les maniaques agressifs, que n'arrête ni l'âge ni le sexe de ceux sur lesquels ils veulent assouvir leur désir.

A Choisy-le-Roi, à Levallois, à Boulogne-Billancourt, des incidents se sont produits dernièrement. Les gosses se plaignent de « drôles de contacts ». Les baigneurs au teint basané se font une spécialité de « tendre la main » sous l'eau et c'est encore un chance si ces attouchements obscènes ne sont pas suivis d'invites pressantes dans les couloirs ou les vestiaires.

Plus grave encore à la piscine Edouard Pailleron où des incidents qu'il n'est pas exagéré de qualifier de graves viennent de se produire. Tout dernièrement encore une adolescente a été agressée par un de ces voyous algériens. Cette gosse de seize ans s'est sentie brusquement saisie. Soutien-gorge arraché, slip déchiré. Si l'enfant au bord de la crise de nerfs ne fut pas violentée par ces « frères au teint basané », c'est grâce à l'intervention énergique d'une jeune Française.

La question est donc bien posée. A défaut de voir apparaître ces nouvelles piscines qu'Herzog promet depuis toujours à notre jeunesse, il importe qu'on protège celles trop rares, dont nous disposons. Sinon, des incidents chaque jour plus graves vont éclater.

Il y a deux ans, les Arabes nous ont jetés à la mer. Aujourd'hui, voudraient-ils nous interdire de nous baigner ?

Un groupe d'habitants du XIX<sup>e</sup>.

## Petites Annonces

● A louer 150 F par mois, maison 3 pièces, ancienne magnanerie, cuisine, électricité, butagaz. A mi-chemin entre Aubenas et Mende, à VELOS, par LA BOULLE (Ardèche), hameau 600 m altitude, châtaigneraie, excursions possibles Pont-d'Arc, Avenure sur amicalisme depuis gare. Ecrire : JORET, LES BASTIDES, AUBENAS (Ardèche).

● A louer Costa-Brava, JUILLET et SEPTEMBRE, 400 F, appartement meublé, cuisine, toilette, douche, dans très belle maison style espagnol. Ecrire : CASA CORP, CALLE FORGAS, BAGUR, par Gerona.

# BIENTOT LES MUNICIPALES

**V**OICI revenu le temps des vacances. Sauf événement imprévu, l'activité politique française va s'assoupir pendant deux mois. Occasion pour tous d'une détente bien méritée, occasion de réflexion aussi; c'est le seul moment où il soit possible, dans la vie trépidante d'aujourd'hui, de prendre un peu de recul, de faire le point et de tirer quelques conclusions provisoires, avant de s'engager en septembre dans de nouvelles batailles.

Parmi les échéances prochaines, celle des municipales tient une place de première importance. Dès le début de mai, le Comité politique national avait décidé d'engager le parti dans la bataille. Il l'a fait publiquement, en adressant un appel national au P.C. et à la S.F.I.O., en publiant ses propositions dans un numéro spécial de « Tribune socialiste », en les popularisant par des tracts ou affiches, en relayant les contacts pris sur le plan national par ceux qui ont été établis par de nombreuses fédérations ou sections.

Certains, parmi nos partenaires, nous ont répondu que c'était s'y prendre trop tôt, que l'opinion n'était pas encore sensibilisée à ce problème, que les consignes nationales n'étaient pas encore arrivées, que bien sûr, il faudrait se voir, mais plus tard... Nous pensons qu'ils se trompent. Est-ce que pouvoir gaulliste, maître pourtant comme l'on sait du calendrier, a attendu, lui, pour imposer une loi électorale sur mesure et dresser ses plans de campagne ?

En fait, il y a deux manières de concevoir la bataille municipale. La première, qui n'est pas la nôtre, est celle de la diplomatie secrète; elle consiste à faire mûrir dans de petits cénacles des listes savamment dosées en fonction de situations locales et du poids des personnalités; on saupoudre ensuite le tout d'un catalogue de revendications et de promesses démagogiques, puis on sert. On comprend que dans cette optique, il n'y ait aucune urgence à révéler trop tôt des couleurs encore indécises, et danger à laisser filtrer trop tôt l'odeur des cuisines.

Mais il est une autre manière, celle que nous avons choisie, qui ne limite pas l'enjeu de la bataille à la conquête de sièges municipaux, mais qui veut en faire l'occasion d'une offensive de longue haleine contre le régime gaulliste, qui prétend opposer à la technocratie des administrateurs et des milieux d'affaires, l'alternative d'une démocratie communale, échelon de base de la future démocratie socialiste. Pour qui partage cette optique, le programme est prioritaire; il conditionne le choix des alliances et limite leur élargissement à ceux qui partagent nos options; il suppose que dans chaque commune, ce programme soit pris en charge par l'ensemble de la collectivité, c'est-à-dire élaboré et discuté publiquement. Tout cela demande du temps, surtout lorsqu'il faut lutter contre un gouvernement qui mobilise pour son usage exclusif l'ensemble des moyens modernes d'information.

Il serait désastreux que la gauche socialiste, une nouvelle fois, faute de s'y être prise à temps, soit contrainte de combattre dans les plus mauvaises conditions, celles choisies par l'adversaire.

Un fait au moins demeure dès mainte-

nant acquis et il est d'importance capitale. Nulle part les partis de gauche n'envisagent publiquement d'unir leurs forces à celles de l'U.N.R. Voilà qui, au moins dans les grandes villes, peut changer l'aspect de la bataille et empêcher les équivoques de 1959. D'un côté les gaullistes et les petites filiales de droite que — la loi électorale aidant — le pouvoir forcera à rejoindre la famille, en oubliant les frondes passées. De l'autre, la gauche, toute la gauche. Ce partage du pays en deux camps, qui effraie tant certains, n'est pas pour nous déplaire dans la mesure où nous n'avons jamais cru qu'il puisse y en avoir un troisième, ou plutôt dans la mesure où tout essai pour en constituer un n'a jamais débouché que sur une caution apportée aux forces de droite.

Encore faut-il, si la gauche veut vaincre, qu'elle s'unisse clairement et que l'opinion sache sur quelles perspectives. C'est pourquoi nous souhaitons un accord national entre les trois partis qui se réclament du socialisme. Nous pensons, et nous pensons toujours, que c'était la seule réplique efficace à un régime qui se situe dans le cadre global du pouvoir personnel, le seul moyen aussi de mettre en mouvement des forces restées jusqu'ici dans l'attente parce que sceptiques sur les possibilités de victoire d'une gauche désunie et découragée par l'absence d'une autre solution, nettement proposée.

Nous n'avons pas été suivis jusqu'ici et il convient d'examiner pourquoi. Le secrétaire général de la S.F.I.O. nous a répondu que son parti ne pouvait envisager des discussions avec le P.C.F. susceptibles d'aboutir à un accord de portée nationale. En réalité, la raison essentielle de ce refus réside davantage dans le désir du parti socialiste de se garder les mains libres, afin de pouvoir conclure dans les divers départements, et parfois dans des localités voisines, des alliances différentes, voire contradictoires. C'est tout au moins ce qu'indiquent certains rapports venus des fédérations: à Alès, ne négocie-t-on point un accord avec les modérés qui donnerait à ceux-ci la majorité au Conseil municipal, pour prix de la réélection du maire sortant S.F.I.O.? A Brest, ne tente-t-on pas de s'entendre avec le maire sortant indépendant, soutenu par le M.R.P.? Ne veut-on pas conserver Villeurbanne en constituant une liste qui irait de la S.F.I.O. à la droite et s'opposerait à une liste U.N.R. (se retirant au second tour), et à une liste communiste? N'est-ce pas de telles pratiques que légitime la déclaration récente d'un secrétaire fédéral S.F.I.O., expliquant que son parti n'avait pas fait de choix quant aux alliances et n'en excluait aucune, si ce n'est celle de l'U.N.R.? Il allait jusqu'à préciser que des alliances contraires pourraient être conclues, ici avec le P.C.F. et là avec la droite. De telles attitudes témoignent des difficultés qu'éprouvent certains secteurs du parti socialiste à rompre totalement avec un passé que rejettent par ailleurs tant de déclarations qui condamnent les alliances centristes ou de type « cartel des non » et qui fixent la démocratie socialiste comme seule alternative au régime gaulliste.

La direction du parti communiste a pour sa part fixé de façon claire les limites qu'elle entendait donner aux alliances conclues et le programme qui serait déve-

loppé; il semble bien que de ce côté on ait maintenant surmonté certaines tentations du début. L'acceptation qu'a donnée le P.C. dans de nombreuses grandes villes pour la mise sur pied de listes uniques de la gauche, dès le premier tour, est un fait positif: son refus d'étendre la même tactique aux villes de moins de 30.000 habitants et son intention d'y présenter au premier tour des listes purement communistes le sont beaucoup moins. Une telle attitude démontre en effet que seule une nécessité technique — les dispositions de la loi électorale — conduit les communistes à accepter pour les municipales l'union issue d'une libre confrontation sur les objectifs, qu'ils réclament à juste titre lorsqu'il s'agit des présidentielles. C'est faire bon marché, pensons-nous, de l'écho qu'aurait dans l'opinion un accord général fondé sur une plate-forme commune.

Nous avons toujours affirmé, en ce qui nous concerne, que le front socialiste ne pouvait se limiter aux seules forces politiques, mais devait associer les forces syndicales. Des efforts ont été faits dans ce sens dans plusieurs départements: il est significatif qu'ils aient rencontré une audience qui démontre qu'une évolution se fait jour dans les milieux syndicaux; certains syndicalistes envisagent de s'engager à titre personnel, beaucoup acceptent d'être associés à une discussion précise de la plate-forme communale. Raison supplémentaire, s'il en était besoin, pour mettre en avant, préalablement à la constitution des listes, les objectifs à atteindre et les obstacles à renverser pour y parvenir. C'est la seule méthode qui permette d'associer à ces listes des militants syndicalistes, des représentants des mouvements de jeunesse, des associations sociales ou culturelles, ou d'obtenir leur soutien.

On voit ainsi, à la lumière de ces premiers résultats, sur quelle base il nous faudra reprendre l'offensive dès les premiers jours de septembre: mettre au point partout où ce sera possible des plates-formes municipales élaborées au cours de confrontations publiques; poursuivre les contacts entamés, les amorcer là où ils n'ont pu encore être pris, placer au besoin devant leurs responsabilités ceux qui s'y refuseraient.

Il va sans dire que la bataille municipale ne saurait être le seul objectif des prochains mois; Pierre Naville, ici même, a plusieurs fois démontré l'importance des échéances économiques et sociales auxquelles sera confronté à l'automne le gouvernement gaulliste; la réplique des travailleurs ne trouvera son efficacité que dans la coordination et la détermination en commun des objectifs à atteindre. Viendront ensuite les élections présidentielles, et personne ne doute que les résultats obtenus lors des municipales les influenceront grandement. Elles fourniront aussi des réponses plus claires que bien des discours, habilement balancés, car elles exigeront des choix auxquels il sera bien difficile de se soustraire. Pour ne prendre qu'un exemple, voyons, camarade Deferre, que ferez-vous donc pour les municipales à Marseille ?

Marc HEURGON.

# UNE ENTENTE ENTR

## ET SES VOISINS ARAB

**D**ES que nous avons appris que le Président du Conseil israélien allait venir à Paris, nous avons demandé à M. Padon, chef des services de presse de l'ambassade, de bien vouloir nous réserver une entrevue avec M. Levi Eshkol.

Tribune socialiste a donc été reçue par le président israélien. Cependant, quelques jours auparavant, le journal « Le Monde » publiait une interview de M. Eshkol dans laquelle ce dernier exprimait — en termes non équivoques — sa pensée sur le problème des relations israélo-arabes, et particulièrement sur celui des réfugiés arabes.

Nous n'avons pas voulu revenir sur les questions traitées par notre confrère, encore que celles-ci, telles que furent formulées les réponses, laissent la place à une ample discussion. En effet, il ressort, de l'atti-

tude du Premier israélien, qu'aucune ouverture n'est à attendre du côté israélien quant à l'éventualité d'une proposition de règlement de ce problème. L'attitude de Jérusalem trouve d'ailleurs son pendant dans celle des pays arabes. Est-ce qu'un geste d'Israël n'aurait aucune chance de modifier un certain climat au Moyen-Orient, sinon au niveau des gouvernants, tout au moins à l'échelon des populations ?

Car il est parfaitement véridique que les gouvernants arabes n'ont guère fait d'efforts véritables pour intégrer définitivement les réfugiés palestiniens, entretenus dans une misère atroce aux frontières pour servir tout à la fois de masse de manœuvre, de foyer d'agitation et d'éléments de diversion à l'occasion de difficultés internes. Forts de cette foule affamée, nourrie de rancunes et de haines, les dirigeants arabes croient pouvoir user de ces

pauvres gens comme d'un moyen de chantage auprès des grandes nations intéressées à l'équilibre dans le Moyen-Orient.

Mais le problème demeure et si nous nous y intéressons, nous autres socialistes français, c'est parce que nous pensons que l'expérience israélienne a une grande importance pour le Moyen-Orient. C'est aussi parce que le sort de la paix nous est cher et celui des populations toujours sacrifiées à l'ambition ou à l'appétit du pouvoir des dirigeants féodaux ou capitalistes.

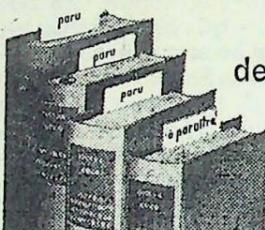
C'est pourquoi nous croyons, à Tribune Socialiste, que la paix au Moyen-Orient est un problème réaliste et qu'il faut le résoudre avec

sang-froid. Il est peu probable, dans l'immédiat, qu'un rapprochement pacifique soit réalisé spontanément entre les pays arabes et Israël. Ce rapprochement ne peut se concevoir qu'après un accord de neutralisation par les grandes puissances intéressées (il s'agit essentiellement de l'U.R.S.S. et des U.S.A.) — au Moyen-Orient. On ne joue pas sur les tonneaux de poudre.

Il faut aussi qu'une initiative soit prise par l'un quelconque des partenaires dans le sens d'une politique orientée vers la paix. Ce n'est que lorsque sera enfin détendue l'atmosphère internationale que pourrait se concrétiser des pourparlers de paix, sans conditions préalables.

### L'achèvement d'une édition sensationnelle

## ŒUVRES COMPLÈTES de VICTOR HUGO



Une bonne nouvelle : le IV<sup>e</sup> et dernier volume de « la première édition vraiment complète » comme l'écrit Paris-Match, des œuvres de Victor Hugo paraîtra à la rentrée. Ainsi sera achevée l'édition monumentale que le XX<sup>e</sup> siècle aura l'honneur d'avoir consacré à la plus grande œuvre du XIX<sup>e</sup>. Grâce à une merveilleuse typographie qui, tout en faisant tenir sur chaque page un maximum de texte, est un chef-d'œuvre de clarté et d'agrément et au choix d'un papier très mince mais très beau, l'éditeur a réussi le tour de force de faire tenir les quelque 80 volumes des éditions ordinaires en 4 tomes 21x27 de 1700 à 1800 pages chacun, reliés pleine toile, tranche supérieure et titres dorés à l'or fin. Ainsi les bibliothèques les plus exigües pourront contenir cette œuvre immense : les Poèmes (t. I.) : 153.873 vers, dont les plus beaux de la langue française, les Romans (t. II) illustrés par un dessinateur de génie : Victor Hugo lui-même, le Théâtre (t. III) qui révèle à côté des drames célèbres, nombre de pièces peu connues mais passionnantes et enfin les Œuvres Diverses (t. IV) qui réunissent des chefs-d'œuvre comme l'Histoire d'un Crime, le Rhin, Choses Vues, etc...

#### Profitez du prix spécial de souscription offert à nos lecteurs

Chacun des volumes est vendu séparément 135 Fr. comptant. Mais l'édition complète vous est offerte avant la mise en vente du dernier tome à un prix de souscription, particulièrement avantageux : 495 Fr. comptant (au lieu de 540 Fr.) ou 3 versements mensuels de 171 Fr. ou 15 versements mensuels de 37 Fr. Pour bénéficier de ce prix très réduit il vous suffira d'adresser le bon de souscription ci-dessous à la Librairie Pilote 30, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup> accompagné de 37 Fr. seulement.

Vous n'aurez rien d'autre à régler avant la publication du tome IV, les 4 volumes vous étant adressés en même temps à votre adresse habituelle, avec faculté de retour, c'est-à-dire que vous conserverez le droit de renvoyer dans les 48 heures les volumes dans leur emballage d'origine, si vous êtes le moins du monde déçu, auquel cas vous serez immédiatement remboursés des sommes versées.

Vous ne courez donc aucun risque en adressant dès aujourd'hui votre bon, mais attention ! ces conditions exceptionnellement avantageuses ne seront plus valables à la rentrée, dès la parution du tome IV et si vous n'envoyez pas votre bon maintenant vous risquez d'oublier de le faire pendant les vacances et d'arriver trop tard !

#### L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

...Un Hugo complet et définitif, en quelque 8.000 ou 9.000 pages. Ainsi l'édition française aura accompli un exploit à la vraie mesure de Victor Hugo lui-même. (LE PARISIEN LIBÉRÉ)

...Une série d'ouvrages magnifiques qui comptera certainement parmi les plus remarquables réalisations de l'édition française de ces dernières années. (L'INFORMATION). Cette édition est par sa qualité aussi digne des plus grands éloges. (NOUVELLES LITTÉRAIRES).

...Une révolution dans l'édition (JOURS DE FRANCE).

...L'événement littéraire de l'année. (ARTS). ...Un événement dans le domaine de l'édition (ECOLE LIBÉRATRICE).

Si vous possédez déjà un ou plusieurs des volumes écrivez à la Librairie Pilote qui vous fera connaître les conditions très avantageuses qu'elle vous consentira pour vous permettre de compléter votre édition.

**BON** à adresser à la Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>. Valable seulement pour la France métropolitaine (Cocher les cases précédant les formules choisies).

Veuillez m'adresser dès parution du tome IV, les Œuvres Complètes de V. Hugo en 4 volumes. Je choisis de régler :  comptant 495 Fr.  en 3 mensualités de 171 Fr.  en 15 mensualités de 37 Fr. Je vous adresse ci-joint 37 Fr. en un  chèque  chèque postal (Librairie Pilote 1390531 Paris) avec ses 3 volets  mandat et vous ferai parvenir à réception des volumes  solde de mon règlement comptant soit 458 Fr.  solde de la 1<sup>re</sup> des 3 mensualités de 171 Fr. soit 134 Fr.  ma 2<sup>me</sup> mensualité de 37 Fr. Je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures le colis dans son emballage d'origine et en ce cas je serai immédiatement remboursé.

Nom ..... Profession ..... Adresse actuelle (jusqu'au .....) : ..... Adresse habituelle : ..... N<sup>o</sup> C.C.P. ou bancaire : ..... Signature ..... T.S. 7

## LEVI ESHKOL :



(Photo A.F.P.)

M. Levi Eshkol, Président rédacteur de Tribune Socialiste. Sans doute, l'avenir qu'une paix durable n'aura pas. Mais il serait erroné de penser que l'Egypte est un pays socialiste. Ni l'un ni l'autre et sociale de l'Egypte est riche que celles du Jourdain et d'un « marché commun » actuels pourraient trouver un et leurs conflits.

Le président Levi Eshkol semble très satisfait de son séjour en France. Sans nul doute, il a reçu du chef de l'Etat un excellent accueil et il a su retenir l'oreille du président de la République française.

Pour la France, l'Etat d'Israël est plus qu'un allié. Notre pays a-t-il vraiment besoin d'un allié — aussi petit — dans ce Moyen-Orient où s'affrontent assez confusément les intérêts des grandes puissances occidentales ? Ces intérêts sont multiples, et le plus dominant est certes celui qui est né de l'or noir, riche de ces terres arides et source de convoitise capitaliste.

Mais le Moyen-Orient, c'est aussi le monde arabe avec ses perspectives démographiques insensées, ses ambitions de peuples insuffisamment développés, confrontés avec un monde industrialisé, avide de débouchés et de marchés de consommation. Le monde arabe, c'est aussi le sentiment qui unit même les Africains et Asiatiques dans la contestation — plus ou moins avouée — des peuples qui ne mangent pas

S'atteler à la réunification des forces socialistes israéliennes, c'est une des tâches que s'est imposées le président Eshkol.

# RE ISRAËL

## ES EST-ELLE POSSIBLE?

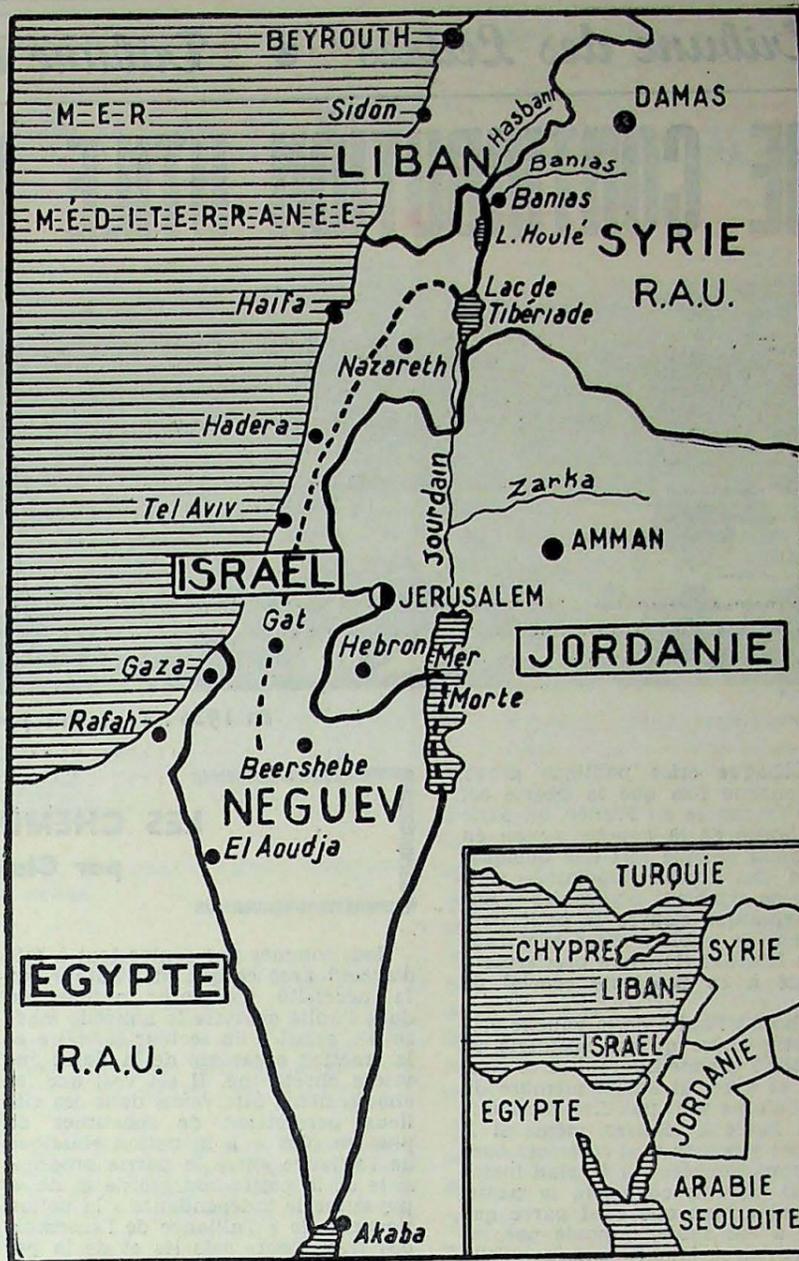
Utopie ! peut-être. Mais la course aux armements est encore plus une utopie car elle ne fait que maintenir un état de guerre froide avec ses illusions dangereuses de suprématie provisoire. Lord Bertrand Russell l'a fort bien exprimé : « L'alternative à une réelle coopération entre Arabes et Juifs, aussi bien à l'intérieur de l'Etat d'Israël qu'entre tout le peuple israélien et ses voisins arabes n'est autre que la guerre, le désastre. »

Israël l'a emporté sur les pays arabes en 1948 et sauvé ainsi l'avenir du peuple juif. Mais l'humanité a connu successivement deux guerres mondiales, où l'avenir de notre civilisation était aussi en jeu (en 1940). Et cependant l'idée européenne fait chaque jour des progrès et — n'était l'orgueil de certains

dirigeants épris de puissance — les peuples sont avides de paix.

On disait que la paix était un état précaire à l'époque où les guerres étaient moins meurtrières qu'aujourd'hui. Maintenant la guerre est pour les peuples (quelle que soit leur importance), une question de survie ou de mort... et la guerre est contagieuse.

Ne voulant pas revenir avec M. Levi Eshkol sur ces problèmes, puisque le journal « Le Monde » en eut la primeur, nous avons orienté notre conversation avec le président israélien, plutôt vers la situation socialiste intérieure en Israël. Toutefois, tout se tient, en ce bas monde où toute mort d'un homme ne peut nous laisser indifférent...



(Photo Agip.)

## Notre désir, faire la paix et vivre en paix »

du Conseil d'Israël, a fait à un... les déclarations qu'on lira ci-dessous. Israël ne sera pas réglé tant que cette paix en considération n'aura été négociée avec les Etats voisins. L'évolution économique... Les eaux du Nil sont plus... C'est peut-être dans la recherche... du Moyen-Orient que ces Etats... issue positive à leurs difficultés

T. S.

assez devant le petit noyau des populations industrialisées qui mangent à leur faim.

Israël, au milieu des déserts débordant de richesses pétrolières, est un défi à la misère arabe. Double défi, d'ailleurs. Par les conditions mêmes de sa création — décidée par l'Occident, combattue par certaines grandes puissances et soutenue par d'autres — et aussi par celles de son développement. Car Israël est véritablement, une enclave occidentale moderne dans un monde trop rattaché aux traditions d'hier.

Il reste que beaucoup de problèmes se posent toujours à l'Etat israélien. Isolé au centre d'un monde hostile qui lui refuse non seulement toute aide matérielle mais aussi d'avoir aucun rapport humain Israël vit encerclé dans le corset de fer des pays arabes qui ne demandent qu'à l'étouffer complètement. Par un paradoxe suscité dans la haine, les pays arabes refusent tout commerce avec le seul pays qui pourrait les faire bénéficier de l'intense effort intellectuel qui a rendu

à l'ancienne terre de Moïse sa fertilité et sa douceur de vivre.

Cependant, si l'on écarte dès à présent, toute éventualité de la disparition du peuple hébraïque, l'Etat d'Israël est condamné — vaille que vaille — à vivre au sein du monde arabe. Et les peuples des pays arabes mal nourris et insuffisamment éduqués, auraient certes mieux à faire de consacrer leurs forces et leurs pauvres richesses à sortir de l'époque quasi féodale dans laquelle ils végètent encore, plutôt qu'à pour suivre le rêve insensé d'extermination d'un Etat qui leur montre la voie à suivre pour s'inclure dans le monde moderne.

Cette situation dangereuse pose à l'Etat d'Israël des problèmes graves. Et tout d'abord celui de l'unité de sa population. Ce sont, tout particulièrement, ces problèmes qui ont fait l'objet de la conversation entre M. Levi Eshkol et Tribune Socialiste.

Etat socialisant, mais cependant avec un important secteur d'économie privée. Quelles sont les perspectives socialistes d'Israël ?

« Vous connaissez la Histadrout. Vous savez que cette centrale ouvrière groupe la quasi-totalité des travailleurs d'Israël. Avec ses 800.000 membres, la Histadrout est la colonne vertébrale de notre Etat. Car elle est, non seulement une centrale syndicale qui regroupe les salariés, mais aussi un moteur de l'industrie et du commerce. Son rôle est double puisqu'elle est le défenseur de ceux qui vendent leur force de travail, et, tout à la fois, le gestionnaire, l'animateur et le régulateur d'un marché collectif et coopérateur en constant développement. Au sein de la Histadrout, l'intégration des travailleurs arabes est complètement réalisée.

Le mouvement kibboutzique —

qui fut l'âme — et le glaive — de l'Etat israélien à sa naissance subit une évolution bien naturelle. Les kibboutz nouveaux ont, aujourd'hui et demain plus encore, d'autres tâches. Leurs buts initiaux furent la culture et l'élevage (les kibboutz furent aussi, à l'origine, la cuirasse défensive du territoire). Mais l'activité agricole ne suffit plus à attirer les pionniers ni à faire vivre la collectivité. Une forme différente d'activité s'impose dans un pays où l'industrialisation doit se développer conjointement à l'agriculture. C'est ainsi que vont se créer — en Galilée et dans le Neguev — des communautés industrielles et agricoles du type kibboutzique.

Cette expérience sociale — dans l'industrie — va donner, sans aucun doute, un grand essor au mouvement coopératif et kibboutzique et renforcera le caractère socialiste de l'Etat d'Israël. »

Mais, avons-nous objecté au président Eshkol, le mouvement socialiste est, en Israël, et comme dans notre propre pays, assez profondément divisé. Quelles sont ses perspectives ?

« Dès mon retour en Israël, je vais m'atteler à la réunification de la famille socialiste. Vous savez que le parti Ardouth Avoda est né de la scission socialiste. Mapai-Mapam - Ardouth Avoda. Ce dernier collabore dans la majorité gouvernementale. Mon désir — et mon but — est de provoquer une première réunification Mapai - Ardouth Avoda. »

Ardouth Avoda et Mapam ne sont-ils pas très proches l'un de l'autre, et ce dernier parti n'exerce-t-il pas une grande attraction à gauche ?

Le Mapam n'a-t-il pas, particulièrement sur le problème

israélo-arabe, une position très différente des partis de la majorité ?

« Sans doute, le Ardouth Avoda est-il constamment balancé, de l'un à l'autre. Mes efforts d'unification porteront donc là-dessus. Le dernier Congrès du Mapai a souligné un très fort désir dans ce sens. »

A ce point de notre conversation, et comme le temps d'un homme d'Etat en voyage est toujours très mesuré, plusieurs rappels, extérieurs vinrent nous avertir que notre entretien devait prendre fin au plus vite.

Une dernière question nous brûlait les lèvres.

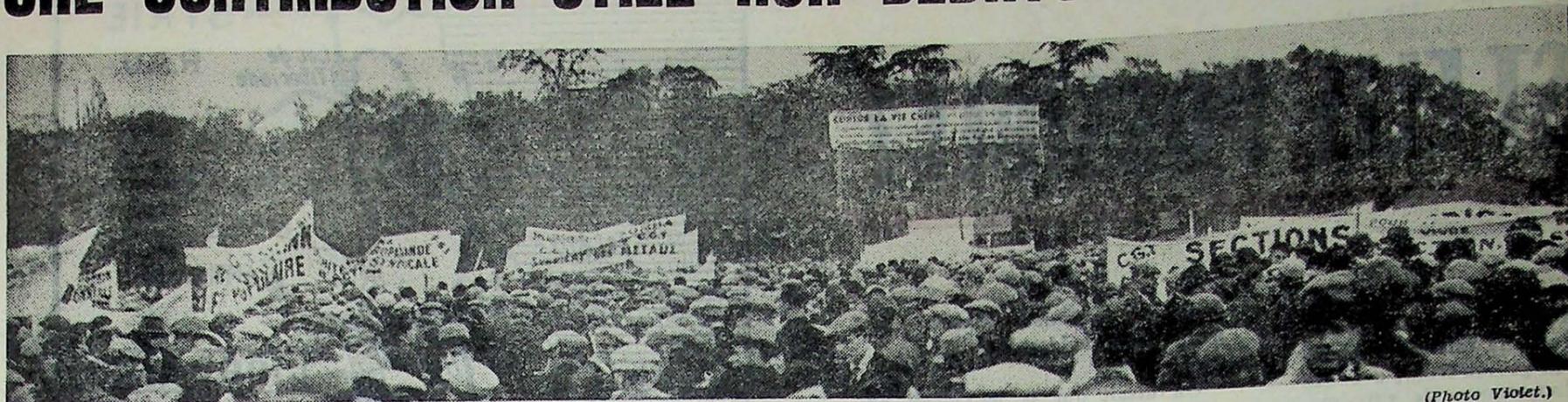
Nasser affirmait récemment pour un journal d'extrême droite, que la guerre était inévitable et qu'il espérait la disparition d'Israël. Que pensez-vous d'une telle affirmation et croyez-vous que la paix entre Israël et l'ensemble des nations arabes soit pensable et à quelles conditions, ou croyez-vous qu'une paix séparée avec chacun des pays soit possible ?

Pour M. Levi Eshkol, les déclarations de Nasser ne sont que des rdomontades. La certitude que l'adversaire bluffe n'est pas une arme suffisante. Alors, il faut se préparer à faire face à toute éventualité. C'est une politique coûteuse mais indispensable pour qui veut vivre dans un monde dangereux.

« Quant à faire la paix avec l'un ou l'autre des pays arabes, il faudrait que ceux-ci aient un minimum de courage. Ce qu'ils n'ont pas. Lorsqu'ils auront su se dégauger de la démagogie qui est leur règle commune — et leur unique lien — alors l'espoir subsistera de faire la paix et de vivre en paix. C'est notre plus cher désir. »

Interview recueillie par Ady-Brille.

# UNE CONTRIBUTION UTILE AUX DEBATS DE LA GAUCHE



(Photo Violet.)

En 1936 : Tous unis pour la lutte. Et en 1964 ?

« **A** chaque crise politique grave, chaque fois que la liberté est menacée en France, on parle de « l'unité de la gauche » ; on en parle aussi chaque fois que quelques progrès des forces populaires sont réalisés ou semblent réalisables ». Sur cette remarque s'ouvre le petit livre que vient de publier notre camarade Claude Bourdet (1), livre précisément consacré à ce problème crucial de l'unité.

Cependant l'unité de la gauche est-elle autre chose qu'une nostalgie ou un mythe ? Claude Bourdet ne le pense pas et avec lui aucun membre du P.S.U. Cela ne veut pas dire que l'unité soit facile à réaliser, même si le gaullisme y pousse et si certaines barrières sont tombées sur le plan international. Si l'on considère le passé, « il semble bien que c'est parce que l'union a été subie, imposée par les événements, et jamais pensée, qu'elle eut à chaque fois un destin si médiocre ».

Bourdet a raison. « Il ne suffit pas de « bêler l'unité ». Sachons gré à l'auteur d'examiner la question de sang-froid, de ne pas se laisser entraîner aux polémiques stériles qui divisent. Sachons lui gré en particulier de partir de la réalité politique et sociale actuelle pour formuler ses propositions, c'est-à-dire d'une réalité dont il n'est pas toujours bon de parler, sous peine de se faire traiter par certains de « social-technocrate ».

## Nouvelle société nouvelle unité

Le néo-capitalisme ne peut être vaincu sans l'unité des travailleurs : « Seule l'unité totale de tous les salariés peut contrebalancer l'énorme handicap que constitue le contrôle par la classe dirigeante de tous les mécanismes de la production, de l'administration, de la quasi-totalité de la masse monétaire du pays et de la plus grande partie du système d'information et de communication intellectuelle. »

Aussi bien l'expérience historique a montré aux syndicalistes les limites de l'action strictement professionnelle et la vanité de l'anarcho-syndicalisme. D'autre part, l'unité d'action, lorsqu'elle est réalisée sur le plan syndical ou politique, joue le rôle d'un coup de fouet, d'un stimulant à l'égard des hésitants, des éléments les moins politisés.

A contrario, « la désunion ouvrière a fait le lit du fascisme pendant l'entre-deux guerres ». Nous pensons aussi, avec Bourdet, qu'elle a fait le jeu de de Gaulle en 1958, mais nous n'irons pas jusqu'à dire comme lui, qu'elle a été « la cause essentielle » de son accès au pouvoir. Une autre cause de l'avènement du gaullisme réside dans le déclin d'une certaine forme de parlementarisme qui n'était plus adaptée au développement des forces productives, sans parler de la guerre d'Algérie. La démocratie socialiste nous paraît bien constituer l'alternative au système politique de la V<sup>e</sup>, mais le gaullisme — forme transitoire — a été favorisé par l'incapacité de la gauche traditionnelle à donner vie à une véritable démocratie. En 1958, les masses ne ressentent pas les choses de la même façon que la gauche, et il n'est pas vrai, comme le soutient Bourdet, que sans la capitulation de la S.F.I.O. la victoire était « très probable » après le défilé du 28 mai 1958 (qui fut surtout un geste symbolique). La division de la gauche est inséparable de ses scléroses.

## LES CHEMINS DE L'UNITE

par Claude Bourdet

Nous sommes par contre tout à fait d'accord avec ce que dit l'auteur sur la nécessité d'englober aujourd'hui dans l'unité ouvrière la nouvelle masse des salariés du secteur tertiaire et la fraction organisée de la classe ouvrière chrétienne. Il est vrai que les changements intervenus dans ces milieux permettent de substituer de plus en plus « à la notion classique de l'alliance entre la partie progressiste de la petite bourgeoisie et de la paysannerie indépendante » la notion nouvelle de « l'alliance de l'ensemble des travailleurs salariés et de la petite paysannerie ».

D'excellents développements sont consacrés aux relations du syndicalisme et de la politique qui sont de plus en plus étroites, ce qui ne signifie pas que le syndicat doive perdre sa fonction de représentation des travailleurs dans l'Etat socialiste (comme c'est pratiquement le cas en U.R.S.S.).

Soulignant que les syndicats — à la différence des partis — ont conservé leur audience sous la V<sup>e</sup> République, qu'ils ont joué en particulier un rôle positif dans la lutte pour la paix en Algérie, l'auteur estime qu'il faut atteindre de nouvelles couches, en particulier ces syndiqués, ces travailleurs moyens qui ne sont pas conservateurs même s'ils votent pour des partis de droite.

Le rôle des syndicats est également important en tant que facteur d'équilibre entre communistes et non communistes, problème que Bourdet n'élude pas au nom d'un gauchisme naïf. En effet, si la gauche ne peut « éliminer le P.C. », elle ne saurait souscrire à sa conception périmée d'une « avant-garde » de plus en plus coupée du reste de la troupe.

En fait, « l'avant-garde... est partout ». Sans sous-estimer les résistances des syndicats à l'engagement politique, résistances provenant de réflexes traditionnels dont la liquidation « prendra de longues années », l'évolution qui se fait jour permet d'envisager l'avenir avec espoir : « C'est donc d'abord de la C.F.T.C., de Force Ouvrière, de la F.E.N., de l'U.N.E.F., du C.N.J.A., etc., que dépend le progrès du « Front socialiste ». Il faut d'abord souligner (...) que plusieurs de ces organisations ont fait, en maintes occasions, soit nationalement, soit localement, du « Front socialiste » sans en parler... »

## Les partis traditionnels et l'unité

Si l'unité dépend du ralliement des syndicats et des nouvelles couches, elle est aussi fonction de la rénovation des forces politiques de la gauche traditionnelle, c'est-à-dire du P.C. et de la S.F.I.O. Bourdet est surtout préoccupé par l'évolution du P.C. qui, il est vrai, revêt une importance décisive.

Nous ne pensons pas malgré tout qu'il faille négliger la S.F.I.O. (en dépit de l'incontestable vieillissement de ce parti) et cela d'autant plus qu'il a partiellement surmonté le discrédit entraîné par la politique algérienne de Mollet-Lacoste et par son adhésion au gaullisme en 1958. La participation de syndicalistes et de représentants

des clubs aux Colloques socialistes le montre bien.

Bourdet, qui redoute un regroupement anticommuniste, reproche à la majorité actuelle du P.S.U. d'avoir participé à ces Colloques. Ne fuyons pas le débat. Les Colloques ont montré à quelques-uns de nos alliés naturels le caractère très relatif de la rénovation de la S.F.I.O., mais aussi le fait que le P.S.U. n'est pas une secte, qu'il sait défendre ses positions avec fermeté sans refuser le dialogue.

Par ailleurs, comme le note Bourdet, le P.C. fait davantage la cour à la S.F.I.O. qu'au P.S.U. Il tient compte naturellement du rapport des forces et la S.F.I.O. l'inquiète sans doute moins.

Pourtant, il ne peut guère escompter de ce choix que de maigres avantages. « On peut fonder, écrit Bourdet, de grands espoirs sur le rétablissement de l'alliance avec la S.F.I.O. : on refuse alors de voir que ce parti est trop sensible au déséquilibre d'une alliance réduite à ces deux termes pour lui donner la moindre solidité la moindre permanence, et pour en faire autre chose qu'un instrument tactique à son propre service. » Si cela est vrai (ce que nous croyons), pourquoi se refuser à envisager l'idée d'un nouveau parti socialiste, d'un grand parti socialiste qui se substituerait à la S.F.I.O. et qui serait en mesure de contribuer de façon positive à l'évolution du P.C. ?

Bourdet montre bien qu'il ne saurait y avoir d'unité véritable avec un parti communiste insuffisamment déstalinisé. Son analyse de l'anticommunisme populaire, c'est-à-dire d'un anticommunisme qui n'est la peur des privilégiés, mais qui est né des horreurs du stalinisme, mérite d'être méditée par tous ceux qui ne veulent pas jouer les « compagnons de route ». Sa critique des erreurs gauchistes, fondée sur son expérience de la Résistance, vaut également qu'on s'y arrête. Ajoutons qu'on pourrait la compléter par une critique de ceux qui veulent tourner, non seulement le P.C. sur sa gauche, mais aussi les syndicats. Ce sont, en effet, souvent les mêmes.

L'auteur ne pense pas qu'il faille exiger du P.C. qu'il cesse de suivre « inconditionnellement » la ligne soviétique. « Tout « divorce » avec l'U.R.S.S., à l'heure actuelle, sans démocratisation du P.C., ne changerait rien à la nature du parti, qui est aussi la cause profonde de ses difficultés d'alliance avec le reste de la gauche. » On peut toutefois estimer qu'une démocratisation véritable déboucherait naturellement sur un relâchement des liens avec l'U.R.S.S. jugée plus librement.

Claude Bourdet a raison de critiquer le « centralisme démocratique » et de réclamer la liberté des courants, à condition de ne pas confondre celle-ci avec la constitution de tendances figées. L'exemple de la F.E.N., cité à ce sujet, n'est pas tout à fait convaincant. Soulignons d'autre part que l'existence de multiples fractions au sein de la gauche non-communiste, fractions entretenant la division et empêchant tout travail efficace, ne pourrait que retarder l'heure de la démocratisation du P.C. dont les chefs s'appuieraient sur l'exemple ainsi

donné pour s'opposer à toute réforme dans leur parti.

Intéressantes également sont les remarques faites sur le caractère non-militaire du combat politique dans les pays occidentaux, sur le fait « qu'il ne s'agit plus de préparer la conquête violente du pouvoir par une organisation minoritaire ». Et combien il est raisonnable d'exiger du P.C. que sa reconnaissance du pluralisme des partis ne soit pas seulement formelle et limitée à la période précédant son arrivée au pouvoir. Il est clair que le P.C. ne pourra surmonter les méfiances résultant de l'expérience des démocraties populaires qu'en instaurant avec ses partenaires politiques et syndicaux un style de rapports fondé sur l'égalité des participants de la coalition de gauche.

## Pour un programme

Claude Bourdet termine son petit livre par la définition d'un programme qui devrait constituer « une perspective à la fois mobilisatrice et démocratique » pour permettre la réalisation de l'unité. Peut-être cette partie est-elle insuffisamment développée car le rassemblement de la gauche dépend beaucoup de sa capacité à se donner des objectifs concrets, aussi éloignés de l'utopie que du plat opportunisme. Il y a une dialectique de l'unité et du renouveau qui, à notre avis, n'est pas assez mise en lumière dans l'ouvrage de Bourdet.

Retenons dans le programme qu'il propose la conception d'une planification assez souple, assez décentralisée pour permettre le maintien d'un secteur privé (notamment dans l'agriculture) et une gestion démocratique du secteur public. Ce sont là, en effet, des idées qui font leur chemin dans la gauche.

La position de notre camarade en ce qui concerne l'Europe est sans doute plus discutable. Il faut élargir l'Europe des Six sans aucun doute, mais peut-on se contenter d'une structure confédérale, alors qu'il existe une intégration économique au niveau du Marché commun ? Par contre il a raison d'inviter les communistes à reconnaître « l'existence du « fait européen ».

Nous sommes également d'accord avec l'auteur lorsqu'il souligne que l'opposition entre « réformes » et « révolution » est un faux dilemme. « Les conditions de toute réforme sérieuse, de toute révolution réelle sont les mêmes : l'union des forces, la constitution d'une puissance qui n'existe pas aujourd'hui. »

D'où la nécessité du Front socialiste qui pourrait devenir un jour « une sorte de parti, très diversifié, très différent de ces organismes simples, comportant une seule hiérarchie ramifiée de haut en bas, que nous appelons « partis » en France ».

Claude Bourdet avait l'ambition de « contribuer à féconder le débat déjà engagé au sein des états-majors politiques ». Nous croyons qu'il y a assez bien réussi en écrivant ce livre. Après avoir rendu hommage à sa probité intellectuelle, qu'il nous soit permis d'ajouter que « les chemins de l'unité » passent aussi par le P.S.U. Face à une S.F.I.O. qui n'a pas répudié le molletisme et à un P.C. insuffisamment déstalinisé, notre Parti doit maintenir sa cohésion dans le respect des différents courants mais en prosolvant le travail fractionnel.

Maurice Combes.

(1) Maspéro, édit.

Cinéma LE "TERRORISTE"

de Gianfranco de Bosio

Vient de paraître

POLITIQUE

UN JOUR AVEC LI PRESIDENT KENNEDY, Jim Bishop. — L'portrait intime d'un homme dans ses différents rôles de chef d'Etat, de politicien, de mari, de père... Ed. Buchet-Chastel.

LA GUINEE, BILAN D'UNE INDEPENDANCE, B. Ameillon. — Où en est aujourd'hui cette indépendance ? Serait-elle rongée par le néo-colonialisme ? Ed. Maspéro.

L'EDUCATION EN AFRIQUE, Abdou Moumouni. — Les données du système d'éducation tel qu'il fut pratiqué sous le régime colonial et les voies d'un véritable renouveau culturel africain. Ed. Maspéro.

ECONOMIE

LE BRESIL A L'HEURE DU CHOIX, Celso Furtado. — Une analyse des transformations économiques survenues depuis trente ans dans le pays, et les nouveaux problèmes qu'elles ont posés. Ed. Plon.

SOCIALISME ET AUTOGESTION (l'expérience yougoslave), Albert Meister. — L'auteur a étudié sur place, avec une équipe de sociologues français et yougoslaves, cette expérience. Il nous donne le compte rendu de l'enquête. Ed. du Seuil.

LA CONDITION OUVRIERE, Simone Weil. — Une série d'écrits (dont son « Journal d'usine ») où l'auteur avait dégagé les enseignements de son expérience de manoeuvre auprès des travailleurs. Ed. Gallimard (coll. « Idées »).

LE TRAVAIL EN MIETTES, Georges Friedmann. — La mécanisation des gestes dans la réalisation des tâches et les menaces que ce « progrès » comporte pour l'épanouissement de l'individu. Ed. Gallimard (coll. « Idées »).

ACTUALITES

LES SECRETS DU TURF, Jean-Pierre Mogui. — Comment on « fabrique » un pur-sang ? Les courses sont toujours régulières ? Comment fonctionne cette formidable machine qu'est le P.M.U. ?



Le « terroriste » (Gian-Maria Volonté) ne connaît qu'une logique : la loi du talion.

Théâtre  
L'avenir des centres  
dramatiques nationaux

À deux reprises, ces jours-ci, les responsables des centres dramatiques nationaux se sont rencontrés à Bourges, sur l'initiative de Gabriel Monnet, avec l'aide de sa municipalité. Il s'agissait d'un débat inséré dans le festival des théâtres de province. A Paris, théâtre Récamier, le Syndicat Français des acteurs, affilié à la Fédération nationale du spectacle (C.G.T.), suggérait la tenue à un colloque abordant l'avenir des centres. Dans les deux cas, il est apparu la fragilité de positions acquises.

En effet, après avoir connu une période pionnière très riche au cours de laquelle chaque troupe multipliait les expéditions prospectives, les centres dramatiques se sont fixés des limites maximum de rayonnement établies à partir de plusieurs critères : — public potentiel (concentration ou non, de population) ; — rentabilité (subventions municipales, régionales ou non) ; — équipement (existence d'une salle décente).

Ce faisant, ils confirmaient la nécessité d'une politique culturelle générale parallèle à leur action. La visite du Centre Dramatique régional ne pouvait prendre tout son sens que dans la mesure où elle s'appuyait, à l'échelon local, sur une base minime, dans la mesure où les initiatives se multipliaient autour d'eux. On le sait, dans la plupart des cas, l'orientation était diamétralement opposée et l'insuffisante aide de l'Etat contraignait à rechercher une gestion « saine » qui sous-entend ici l'élimination des publics « non rentables ».

La prochaine mue de plusieurs centres par la création de maisons de culture (Rennes, Saint-Etienne, Tourcoing, etc.), c'est-à-dire à la fixation en un lieu désigné de troupes jusqu'à l'intinérantes, risque de restreindre encore leur audience. D'autant que la polyvalence d'activités (les maisons de culture n'offrant plus seulement des représentations théâtrales mais également cinématographiques, des expositions, etc.) qu'on leur fixe, augmentera le nombre de leurs tâches.

Les conversations de Bourges, comme celles de Paris, laissent apparaître les justes inquiétudes des animateurs. L'insuffisance des subventions de fonctionnement prévues risque de diminuer la part créatrice des troupes mettant ainsi en cause la réalité de la décentralisation. En outre, convaincus de la nécessité d'esquisser avant même leur ouverture le nouveau type de rapports avec le public que les maisons de culture supposent, plusieurs animateurs réclament, dès à présent, aux pouvoirs publics les moyens matériels indispensables.

Sans discuter ici du contenu du statut qu'on leur accordera — on peut tout de suite indiquer que la transformation des centres porte en elle une bonne part de l'avenir du théâtre français. Nous devons donc, par-delà les déclarations fantaisistes et un optimisme superficiel, accorder une très grande attention à la situation.

E. C.

TOUT combat a sa logique. Celle de la clandestinité, opposant des groupes d'hommes décidés, mais pas toujours bien adroits ni bien armés, à une machine guerrière rodée par des années d'entraînement, est particulièrement rigoureuse. La disproportion des forces doit être compensée par la minutie de la préparation, un surcroît de précautions ; exigences s'accommodant mal des jeux du parlementarisme ou des coups de tête de l'improvisation. La guerre est, selon une phrase célèbre, la continuation de la politique (ou de la diplomatie) par d'autres moyens. Belle formule. L'ennui est que les divergences d'appréciation commencent avec l'emploi des moyens meurtriers.

« Le Terroriste » pose ces problèmes en termes concrets. Le film s'inspire de faits historiques. Nous sommes à Venise, au lendemain du 8 septembre 1943. L'Italie, en partie libérée par les Alliés, rompt ouvertement avec la cause hitlérienne. Les Comités de Libération reçoivent l'ordre d'intensifier leur action, de harceler l'occupant et son soutien local, le fascisme mussolinien.

A Venise, un groupe de partisans réussit à faire éclater une bombe à l'intérieur de la kommandantur. L'effet de stupeur passé, les Allemands réagissent (comme toujours) en prenant des otages ; ils menacent de les fusiller si les auteurs de l'attentat ne se dénoncent pas. Faut-il négocier en promettant d'arrêter les coups de main, comme le proposent les représentants de la démocratie-chrétienne au C.L.N. ? Doit-on continuer la lutte armée comme l'exige le « Parti d'action », organisateur de l'attentat ? Gagnons du temps, suggèrent les communistes : négociations dans la mesure où cette négociation constitue une reconnaissance de l'influence du Comité. Mais tandis que les Résistants discutent, s'affrontent et s'efforcent de sauvegarder leur unité, la police fasciste tend son filet. Deux partisans sont arrêtés et torturés. Le responsable de l'attentat (Gian-Maria Volonté), qui, par mesure de sécurité, a coupé tout contact avec le C.L.N., récidive en abattant le chef des tortionnaires. Les otages sont fusillés. Le Comité s'efforce alors de neutraliser le « terroriste » en l'envoyant dans

une région où il n'est pas repéré. Le temps de joindre l'intéressé, la police a déjà remonté la chaîne de l'organisation clandestine. Tous les dirigeants sont arrêtés ; le « terroriste » est abattu. Seul un agent de liaison réussit à s'échapper. Il continuera la lutte...

Résumer un tel sujet, c'est presque le trahir. C'est l'arracher à son cadre de canaux tristes et de lumière grise comme un paysan à sa terre, un ouvrier à son usine. C'est le priver de tout ce que la mise en scène de Gianfranco de Bosio lui confère de force suggestive et persuasive, de densité, de complexité, d'authenticité. Il faut voir cette œuvre belle et lucide où la fiction, à aucun moment, ne dénature la réalité.

Jean-Jacques Vernon.

En Bref...

Le cinéma amateur : Autre numéro intéressant de « Image et Son », celui que cette revue consacre au 16 mm : il passionnera tous ceux qui partent sur les routes et sur les plages une caméra à portée de la main. Joris Ivens, Mario Ruspoli, Pierre Lhomme (auteur des images de « Joli mai »), Jean Rouch, Robert Lapoujade, Jules et Julien Chiaselotti, notamment, donnent leurs raisons de croire en une forme d'expression irremplaçable : le cinéma témoin. Avec les possibilités qu'offre la TV, aujourd'hui aux chasseurs d'images doués d'un peu d'audace et d'imagination, « tout est possible » en 16 mm. C'est

la réconfortante leçon que donnent des hommes expérimentés, dont personne ne conteste le talent.

Apprentis factieux arrêtés. — Les auteurs du raid fasciste contre le cinéma « Le Savoie » où le C.A.S. donnait, le 2 juin, un gala « Chansons pour la paix » ont été identifiés : ce sont pour la plupart des étudiants du niveau du baccalauréat appartenant au mouvement « Occident » (ex-Jeune Nation). Leur chef, un certain Patrick Lemaître, 23 ans, a été arrêté.

On peut aider le Comité d'action du spectacle en participant directement à ses activités (débat, journées d'études, ciné-club, comité de lecture de pièces) et en souscrivant à l'organisation : 4, avenue de la Porte de Ménilmontant, Paris (20<sup>e</sup>). C.C.P. 21.114-43, Paris.

collection  
**10 18**

Henrik Ibsen : Hedda Gabler  
Maison de poupée  
précédés de : Ibsen ou la hantise de l'absolu par Pierre-Aimé Touchard

Joseph Fievée : la dot de Suzette  
précédé de : un Machiavel de l'an V ou la morale de l'histoire par Claude Duchet  
Le "best-seller" du XVIII<sup>e</sup> siècle finissant

Léon Tolstoï : La mort d'Ivan Ilitch  
Maitre et serviteur  
Les trois morts  
précédés de : Tolstoï et l'obsession de la mort par E.-M. Cioran

Henrik Ibsen : Hedda Gabler  
Maison de poupée  
précédés de : Ibsen ou la hantise de l'absolu par Pierre-Aimé Touchard

Jorge-Luis Borgès : Histoire de l'infamie  
Histoire de l'éternité  
Tout l'humour d'une érudition en délire

Pierre Jean Jouve  
Michel Fano : Wozzeck d'Alban Berg  
précédé du texte de l'opéra dans la traduction de Pierre Jean Jouve  
Où l'analyse d'un chef-d'œuvre rejoint sa re-création poétique

et pour l'agrément de vos vacances :

A. Allais : La Barbe, et autres contes. - Le Capitain Cap • E. Gaboriau : Dossier n° 113 • H.-P. Lovecraft : Démons et merveilles • E. Sue : Le marquis de Létorièrre • Cl. Tillier : Mon oncle Benjamin • R. Toepffer : Voyages et aventures du Docteur Festus

Union Générale d'Editions

# UNEF : ENCORE LES JOURNÉES DE JUILLET ?

**L'** « Assemblée générale de Juillet » est à l'U.N.E.F. toujours difficile : elle est la première épreuve entre des A.G.E. qui ne font plus rien depuis Pâques et un bureau national qui ne s'est pas encore mis au travail. Les A.G.E. notamment en profitent pour sonder le nouveau bureau national, sans toujours trouver le terrain propice à ce premier affrontement.

Depuis trois ans, cette périlleuse assemblée générale de juillet a pris une allure de crise. La raison essentielle peut en être trouvée dans la carence des mandats du congrès : il faut compléter les décisions du congrès à la première assemblée générale, celle de juillet, qui prend ainsi souvent l'allure d'un petit congrès ; mais aussi, le bureau élu au congrès l'est parfois sur une base fragile et incertaine, du fait de l'insuffisance des mandats.

## Une orientation précise

Du moins cette analyse est-elle valable pour les deux crises de juillet 1962 et 1963 : juillet 1962, renversement du bureau Lemeilleur (parce que trop modéré et prêt à la négociation avec la F.N.E.F) et remplacement par un bureau, en gros, plus à gauche (malgré l'incertitude des orientations syndicales) ; juillet 1963, ébauche de l'orientation « universitaire » du mouvement.

Cette fois-ci, c'est moins clair. Apparemment le travail accompli par le congrès de Toulouse a donné une orientation précise au bureau présidé par Schreiner. Les difficultés qui subsistaient paraissaient liées aux conditions doublement négatives de la constitution de ce bureau, refus du chantage de la F.G.E.L.,

et refus de donner un bureau « politique d'union des gauches » composé de « sauveurs du mouvement » représentatif des grandes tendances politiques de l'UNEF : Griset, Michelland, Kravetz, Guidoni (ce qui a permis à la presse de se dispenser d'analyses sérieuses en qualifiant le nouveau bureau de « modéré et provincial », presque par opposition au bureau Mousel).

## Des querelles de personnes

Autrement dit, il subsistait des problèmes de personnes, et l'on savait qu'ils se poseraient inévitablement du fait du départ de trois membres du bureau pour des raisons personnelles. Cela n'aurait pas été grave. Les deux crises précédentes étaient relativement bien perçues dans leurs aspects « doctrinaux » par les A.G.E., mais l'appareil les résolvait très laborieusement. Ici, c'est l'inverse : l'appareil semble avoir bien surmonté la crise, mais 9 A.G.E. sur 10 n'ont pas su aller plus loin que les querelles de personnes. Or, d'après ce qu'on peut savoir, les dissensions au sein du bureau national sont graves. Malheureusement, le B. N. et les quelques A.G.E. initiées les ont gardées pour eux ; la complicité (passive ou active) selon le cas de la F.G.E.L. paraît à cet égard significative : plus elle prend pied dans l'appareil, moins la F.G.E.L. dénonce les « pratiques bureaucratiques », et plus elle y participe...

Or il n'y a pas de pratique plus bureaucratique que celle qui consiste à masquer à des A.G.E. les vrais problèmes qui se sont posés au sein d'un bureau qui, de ce fait, peut continuer à être paralysé comme pendant le précédent trimestre

par ses conflits internes. Nous aurons à revenir sur l'analyse de ces problèmes.

Pour le moment, nous voudrions très amicalement crier « casse-cou » à Schreiner et son équipe. La crise de l'U.E.C. et la reprise possible de son contrôle par Le P.C. ne vont qu'accélérer les difficultés et rendront particulièrement significatif l'avertissement de Mousel dans son rapport moral : « L'U.N.E.F. super parti politique en milieu étudiant : est-ce cela que nous souhaitons ? Le danger est d'autant plus pressant que la crise des organisations politiques en milieu étudiant, d'une part conduit les militants à transposer au niveau de l'U.N.E.F. une pratique qu'ils ne peuvent exercer ailleurs, et d'autre part prive le syndicalisme étudiant du relais politique qui lui serait indispensable. »

## Une responsabilité importante

Ceci, notons-le en passant, crée une responsabilité singulièrement importante pour nos camarades des E.S.U.

En tout cas, on peut craindre que cette année la Révolution de Juillet n'ait lieu en octobre. Mais cette « Révolution d'Octobre », à l'issue très incertaine, ne sera dans tous les cas, pas populaire, presque plus personne ne comprend les problèmes qu'elle aura posés. Sauf les étudiants que leur idéologie politique aura d'avance préparés à les percevoir. Alors l'U.N.E.F. n'intéresserait plus que cette petite minorité.

Mais peut-être certains acceptent-ils volontiers cette issue... Tout le problème de l'U.N.E.F. ne serait-il pas là ? Etant donnée l'importance de la question, T.S. se propose d'y revenir plus longuement.

François GARONA.